L’Organisation de libération de la Palestine (OLP), fondée en 1964, se considère comme le représentant légitime des intérêts des Palestiniens.



Mur avec les figures peintes de Mahmoud Abbas, chef de l’Autorité palestinienne, et de Yasser Arafat, dirigeant politique palestinien et président de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP). © Eddie Gerald Alamy Stock Foto

Dans sa charte de 1968, l’OLP affirme qu’elle veut détruire Israël et que son objectif est de détruire Israël. Ainsi, un État-nation doit être établi pour les Palestiniens sur l’ancien territoire sous mandat britannique de la Palestine. La charte qualifiait la déclaration Balfour et le mandat sur la Palestine de « nuls et non avenus », la partition de la Palestine en 1947 et la création de l’État d’Israël de « totalement illégales » et la lutte armée de « seul moyen de libérer la Palestine ».

Dans les années 1970 en particulier, l’OLP a commis de nombreux attentats en Israël et à l’étranger. Dans le cadre du processus de paix avec Israël lancé à Oslo en 1993, l’OLP s’est engagée à supprimer l’objectif de « destruction d’Israël » qui figurait jusqu’alors dans sa charte. En 1998, Yasser Arafat, qui avait pris la présidence de l’OLP en 1969, a assuré dans une lettre au président américain de l’époque, Bill Clinton, que l’OLP avait modifié sa charte et supprimé les appels à la

destruction d’Israël. Le Conseil national palestinien a approuvé cette suppression à une nette majorité lors d’un vote en 1996 et a confirmé cette décision en 1998 en présence du président Clinton. Mais comme l’OLP n’a jamais publié de nouvelle version de sa charte depuis lors, il n’est pas certain que le passage sur la destruction planifiée d’Israël ait été effectivement supprimé, comme cela avait été promis lors des négociations de paix d’Oslo.

Depuis novembre 2004 , Mahmoud Abbas est le président de l’OLP. Il s’est régulièrement distingué par des déclarations antisémites. Comme son prédécesseur Yasser Arafat, il dirige à la fois l’OLP, le Fatah et l’Autorité palestinienne.

En prenant en charge l’administration de la Cisjordanie (et de Gaza jusqu’à son éviction par le Hamas en 2007), comme convenu dans le cadre du processus de paix d’Oslo, l’OLP s’est progressivement détournée de la lutte armée contre Israël. La partie radicale des Palestiniens l’accuse donc aujourd’hui de faiblesse et penche vers le Hamas. Une grande partie de la population palestinienne est également critique à l’égard de l’OLP et de l’Autorité palestinienne qu’elle contrôle en raison de la corruption qui sévit dans ses rangs. Mais grâce à sa modération, l’OLP est devenue le seul interlocuteur reconnu d’Israël, même si les négociations entre les deux parties sur un État palestinien indépendant, entamées en 1993, sont au point mort depuis le début des années 2000.